

I) DIRECTION GENERALE

I - Procès-Verbal du 24 février 2025

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE
VILLE DU VAUCLIN
PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 24 février 2025 18h

Membres Présents : 19

M Jimmy FARREAUX Président de séance
Mme Elodie LUTHBERT Secrétaire de séance
M Tony DAVIDAS, Mme Odile RÉSIDENT, M François BABO, Mme Tulie TONNET, M
Ludovic OCCOLIER, M Chantal MINOT, Mme RÉSIDENT Fionna, Mme Marlène MAINGÉ,
Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M Lyvail ZACHARIE, M Jekhiel MELCHIOR, M Ernest JEAN-
LAMBERT, Mme Samantha ZAMOR, M Georges CLEON, Alex AUGUSTE-CHARLERY, Mme
Jeannie JEAN-MARIE, Mme Lucie LEBRAVE

Membres absents ayant donné procuration : 5

M Teddy POPULO donne pouvoir à Mme Fionna RESIDANT
Mme Elodie BAPTÉ donne pouvoir à Mme Samantha ZAMOR
Mme Christiane MORAND donne pouvoir à Mme Moïse PIERRE-LOUIS
M Stephan MARGUERITE donne pouvoir à M Georges CLÉON
Mme Nathalie CANCORIET donne pouvoir à Mme Elodie LUTHBERT

Membres absents : 5

Mme Sandra BRUNO
M Albany JEAN-GILLES
M Fernand ODONNAT
Mme Ghislaine SENELY
Mme Mireille VOLTINE

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services. Le Quorum étant atteint la séance commence, le Président déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Elodie LUTHBERT a été désignée pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

ORDRE DU JOUR

I) DIRECTION GENERALE

I – Examen du Procès-Verbal du 12 décembre 2024. P. 3 à 24

II) DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

2 - Adhésion de la Ville au Réseau Vélo et Marche. P. 26 à 28
3 - Autorisation donnée à l'Espace Sud de réaliser, pour le territoire du Vaucalin, une carte locale d'exposition au recul du trait de côte. P. 29

III) DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS

4 – Plan de financement - Construction d'un pôle d'économie sociale et solidaire. P. 25
5 – Plan de financement - Désenclavement de la pointe du Vaucalin. P. 30
6 - Création du poste de responsable des services. P. 31
7 - Débat d'Orientation Budgétaire. P. 32 à 55

I) DIRECTION GENERALE

I – Examen du Procès-Verbal du 12 décembre 2024.

M. LE MAIRE fait observer que la secrétaire de séance n'était pas Elodie LUTHBERT mais Fionna RESIDANT.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal approuvent à l'unanimité des membres présents et représentés.

II) DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

2 - OBJET : Adhésion de la Ville au Réseau Vélo et Marche

M. Ernest JEAN-LAMBERT expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE demande quel est l'engagement de l'État et quels élus siégeront dans ce cadre. Elle ajoute qu'il est positif de s'engager, car l'État s'est progressivement désengagé. Elle souligne également qu'un troisième point manque dans cette délibération : la désignation des titulaires et des suppléants pour l'adhésion.

M. le MAIRE précise qu'il n'y a pas d'engagement financier de l'État prévu pour 2025, mais que la ville bénéficiera de l'accompagnement du réseau.

Mme LEBRAVE insiste sur la nécessité d'adresser des courriers à tous les ministères concernés par le réseau « Vélo et Marche », afin d'attirer leur attention. Elle estime que les communes ne pourront pas mener à bien leurs projets sans l'aide de l'État.

M. le MAIRE ajoute que la ville cherchera des financements, mais que le réseau accompagne déjà les collectivités sur plusieurs aspects comme la mise en place des pistes, le développement d'un réseau de circulation décarboné, l'assistance technique et le montage des dossiers.

Mme La DGS explique qu'il n'est pas nécessaire de désigner un élu référent pour adhérer. Si les élus décident de participer à des événements ou à des manifestations organisés dans le cadre de ce réseau, ils seront désignés à ce moment-là.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

Bareme-des-cotisations-annuelles-2025-(réseau-vélo-et-marche)

3 - OBJET : Autorisation donnée à l'Espace Sud de réaliser, pour le territoire du Vaulmin, une carte locale d'exposition au recul du trait de côte

Mme RESIDANT expose :
M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

M. Le Maire explique que la ville a fait intervenir des étudiants du DSA (Diplôme de Spécialisation en Architecture) sur le territoire afin d'étudier le recul du trait de côte sur 30 à 100 ans et les prévisions sont plutôt pessimistes ce qui pousse la ville à confier à l'Espace Sud cette étude sur le recul du trait de côte de la ville du Vaulmin afin d'avoir plus d'éléments et de se préparer aux aménagements pour prendre des décisions et préparer la population car certaines habitations risquent de se retrouver les pieds dans l'eau.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

III) DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS

4 - OBJET : Plan de financement - Construction d'un pôle d'économie sociale et solidaire

M. ZACHARIE expose :

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme JEAN-MARIE indique que la ville avait déjà porté ce projet en 2023, et celui-ci revient aujourd'hui. Elle souhaite donc savoir s'il s'agit d'un nouveau projet ou d'une reprise de l'ancien, et ce qu'il en est précisément de ce dernier. Elle demande également s'il est possible d'avoir le pourcentage de la population concernée par la situation sociale justifiant la mise en place d'un instructeur Enfin, elle aimerait savoir ce que signifie DETR.

Mme LEBRAVE précise qu'elle allait poser la même question que Mme Jean-Marie. Elle ajoute qu'à l'époque, il avait été prévu d'héberger l'association Doucin Martinik pour assurer le portage de repas à domicile. Elle souligne que le plan de financement a changé : dans le précédent projet, l'Etat prenait en charge 80 % du financement et la ville 20 %, pour un montant total de 503 059 €, incluant la construction d'un bâtiment pour 449 200 €. Or, dans ce nouveau projet, le coût de construction est légèrement inférieur (441 000 €), et la participation de la ville passe à 9 %. Elle demande donc, sur quel terrain sera construit le bâtiment, quel type de recyclerie est prévue ? et pourquoi la localisation ne figure-t-elle pas dans le document ?

Elle ajoute que c'est dommage que le relais n'a pas été pris, car la demande en matière de portage de repas à domicile est très forte.

M. Le MAIRE répond à Mesdames JEAN-MARIE et LEBRAVE en expliquant qu'il s'agit bien du même projet, mais qu'il doit repasser en Conseil Municipal en raison du changement de plan de financement. Il ajoute que le nouveau Directeur de la CAF Martinique n'a pas souhaité poursuivre l'engagement de son prédécesseur dans le financement de cette épicerie sociale et solidaire. Le projet sera implanté à la cité Les Floriales, dans un ancien logement de la ville, qui avait été incendié il y a quelques années. Il souligne que la population du Vaulmin est en grande difficulté, avec une baisse de la pauvreté de 9 % entre 2023 et 2024, ce qui rend indispensable la mise en place d'outils adaptés, comme une épicerie sociale et une ressourcerie, cette dernière permettra de redonner vie à divers objets, notamment de la maroquinerie. Il précise également que dans le projet initial, il était prévu d'accueillir le bureau de l'association Doucin Martinik pour recevoir les bénéficiaires. Toutefois, cette association a dû cesser son activité,

faute d'avoir perçu les fonds APA qui lui étaient dus par la CTM. Aujourd'hui, la ville, via son CCAS, souhaite mettre en place une structure adaptée pour accompagner les personnes isolées et fragiles.

Mme LEBRAVE demande s'il existe déjà un bâtiment pour accueillir cette structure.

M. Le MAIRE répond que le bâtiment existe bien, qu'un permis est en cours, et qu'il s'agissait seulement de revoir le plan de financement.

Mme LEBRAVE demande que le plan soit présenté, puisqu'il circule déjà sur les réseaux sociaux.

M. Le MAIRE lui répond que le plan sera présenté officiellement lors du prochain Conseil Municipal.

Mme LEBRAVE demande ensuite quelle est la superficie du bâtiment.

M. Le MAIRE répond : 130 m².

M. AUGUSTE-CHARLERY intervient pour confirmer que l'association *Doucine Matinik* n'existe plus, mais s'interroge : "Où sont passés les véhicules ?"

M. Le MAIRE précise que la ville n'a pas financé de véhicules pour cette association. Ceux-ci avaient été acquis par l'association elle-même, et que l'association peut donc disposer de ces équipements.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins deux abstentions.

5 – OBJET : Plan de Financement - Désenclavement de la Pointe du Vauclin

M. OCCOLIER expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat :

Mme LEBRAVE indique qu'en lisant le terme « *désenclavement* », elle s'attendait à une réelle ouverture ou création d'un nouvel accès. Or, à la lecture du second paragraphe du document – « *les travaux envisagés concernent une réfection de la voirie en béton, mitoyenne, mineuse, et des caniveaux en béton* » – elle comprend qu'il s'agit simplement de la remise en état d'une route existante. Pour elle, ce n'est donc pas un désenclavement, mais une réhabilitation. Elle souhaite des explications sur l'usage du mot *désenclavement*, estimant que cela implique l'ouverture d'un nouvel accès, comme cela avait été le cas pour le quartier Baie des Mulets. Elle demande ensuite, si la ville participe financièrement à ces travaux, et si des contreparties sont prévues de la part des investisseurs du secteur. Elle souligne l'absence de contribution de ces derniers et s'étonne.

M. LE MAIRE répond que cette voie a été acquise à titre gracieux par la ville. Il précise que c'est une route d'accès utilisée par la population, notamment celle du quartier de l'Anse Maroquet, qui rencontrait d'importantes difficultés pour rejoindre son secteur, en particulier en période de pluie. Malgré les efforts de la ville pour y déposer régulièrement de la caillasse, la route se détériore à chaque forte pluie. La décision a donc été prise de la reconstruire en béton afin d'en améliorer l'accessibilité. Actuellement, certains usagers renoncent à l'emprunter à cause de son mauvais état, et ces travaux permettront de faciliter les déplacements de la population.

Mme JEAN-MARIE intervient pour rappeler que le quartier de la Pointe du Vauclin est économiquement riche. Elle souhaite connaître les activités économiques existantes sur ce secteur et les projets de développement prévus par la ville.

M. LE MAIRE répond que le quartier regroupe des activités touristiques et agricoles, notamment une production laitière. Une ferme laitière y est installée et devrait être modernisée, les promoteurs et investisseurs prévoient d'y améliorer les installations afin d'accroître la production. Il rappelle également la présence de marins-pêcheurs dans le quartier. Enfin, il dit que l'Agence des 50 pas géométriques a promis aux habitants de ce quartier d'améliorer leur cadre de vie. Il conclut en disant que la ville a pensé d'abord aux habitants Vaudinois. Et qu'il faut aussi reconnaître le geste du propriétaire qui a donné la route à titre gracieux.

Mme ABOUE-ZAMBO intervient pour préciser les propos du Maire. Elle explique que ce projet a été financé par le FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural), et que c'est dans ce contexte que le terme désenclavement est utilisé. Ces financements visent à améliorer l'accès aux zones d'activités économiques, qu'il s'agisse d'hébergement touristique, de pêche ou d'agriculture. Le FEADER permet ainsi de faciliter l'accès des habitants et entreprises à ces secteurs, notamment pour le transport de marchandises. Elle conclut que même si la route existait déjà, sa réhabilitation entre bien dans les objectifs du désenclavement économique selon les critères du FEADER.

M. CLÉON dit qu'il comprend les interrogations de Mme LEBRAVE, notamment sur la possible participation de privés aux travaux, surtout quand une route dessert directement leurs activités. Cependant, il précise qu'il s'agit d'une voie publique qui existait avant les activités actuelles. Il rappelle qu'avant l'exploitation laitière, il y avait celle de Madame Viau, et que les logements touristiques sont arrivés après. De plus, la route était déjà utilisée par les marins-pêcheurs de L'Anse Marquet.

M. LE MAIRE conclut en rappelant qu'il s'agit d'un financement FEADER avec une participation de la ville à hauteur de 1 %. Il s'interroge toutefois sur la compatibilité entre une participation de fonds privés et le financement FEADER, et propose que Madame la Directrice Générale ou Madame MAGDELONNETTE puisse éventuellement clarifier ce point.

Mme ABOUE-ZAMBO confirme que le FEADER n'aurait pas financé le projet à 99 % s'il y avait eu une participation de fonds privés.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins deux abstentions.

6 - OBJET : Création du poste de Responsable des Services

Mme RESIDANT expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

M. AUGUSTE-CHARLERY indique qu'à son avis, il ne s'agit pas d'une création de poste, mais d'un remplacement. Il demande donc des explications à ce sujet.

M. LE MAIRE répond que Mme ABOUE-ZAMBO travaille à la ville du Vaucalin depuis trois ans, mais qu'elle était rattachée à la CAESM (Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique). Aujourd'hui, la ville souhaite créer un poste afin qu'elle soit officiellement intégrée à la collectivité du Vaucalin. Il s'agit donc d'une mutation. Elle passe de l'Espace Sud à la Ville du Vaucalin. Jusque-là, elle était en détachement, et le poste n'existait pas encore dans les effectifs de la ville.

Mme LEBRAVE s'interroge toujours sur l'utilisation du terme « création de poste ». Elle rappelle que, selon les propos du président, une ancienne DGS (Directrice Générale des Services) occupait ce poste, et qu'à son départ, le poste a disparu. Elle souligne que Mme ABOUE-

ZAMBO occupe depuis trois ans les fonctions de DGS, ce qui l'amène à penser que le poste existait déjà. Elle souhaite donc mieux comprendre la distinction entre *fonction occupée* et *création de poste*.

M. LE MAIRE précise qu'il ne s'agit pas du même grade que celui de l'ancienne DGS. La ville doit donc créer un nouveau poste de DGS correspondant au grade actuel de Mme ABOUE-ZAMBO. Il invite Mme MAGDELONNETTE à clarifier ce point.

Mme MAGDELONNETTE prend la parole : Elle explique que Mme ABOUE-ZAMBO est agent de l'Espace Sud détachée à la ville du Vauclin sur un poste fonctionnel de DGS. Aujourd'hui, elle demande sa mutation définitive à la collectivité. Or, on ne peut pas muter un agent directement sur un poste fonctionnel. Il faut d'abord créer un poste administratif correspondant à son grade, pour qu'elle soit intégrée dans les effectifs de la ville. Ensuite, elle pourra être détachée à nouveau sur le poste fonctionnel de DGS.

M. LE MAIRE résume en précisant que Mme ABOUE-ZAMBO sera mutée au Vauclin sur un poste administratif, puis nommée sur le poste fonctionnel de DGS. Cela signifie que si elle devait un jour ne plus occuper les fonctions de DGS, elle resterait en poste sur l'emploi administratif créé, et la ville pourrait nommer quelqu'un d'autre sur le poste fonctionnel de DGS.

Mme LEBRAVE réagit en disant que c'est exactement ce qu'elle cherchait à comprendre, elle savait bien qu'il y avait un poste quelque part, mais pas la distinction entre administratif et fonctionnel.

M. LE MAIRE conclut en soulignant que les règles administratives françaises sont parfois complexes. Dès qu'un agent doit être intégré en CDI, il faut créer un poste. Il annonce qu'il faudra d'ailleurs procéder à d'autres créations de postes à l'avenir.

Mme LEBRAVE ajoute qu'elle connaissait le principe de CDD vers CDI, mais que sa confusion venait du fait que le poste semblait déjà exister. Elle termine en disant que tout est beaucoup plus clair à présent.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

7 - OBJET : DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Mme MAGDELONNETTE expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme RESIDANT fait remarquer que les finances ont été moins favorables en 2025, en raison des différentes mesures prises au niveau national. Cependant, elle souligne que les investissements restent de plus en plus importants du côté de la ville, et estime que le recrutement de Mme BARTHELEMY a été une excellente décision. Grâce à ce poste, la ville parvient à mobiliser des subventions et à faire avancer les projets. Elle poursuit en évoquant la perte de l'octroi de mer, qui représente plus de 500 000€ de manque à gagner pour la collectivité. Elle demande si, en parallèle, la taxe sur les résidences secondaires, appliquée l'an dernier, a permis une estimation du nombre de logements vacants sur le territoire, et si l'on sait approximativement ce que la ville pourrait récupérer via cette taxe. Elle rappelle que l'application a été décidée l'année dernière, donc les retours sont attendus cette année, mais elle souhaite savoir si une estimation existe déjà.

M. LE MAIRE répond que la ville ne percevra pas réellement de recettes cette année, mais plutôt en 2026, une fois que la taxe aura été appliquée sur les avis d'imposition. Il précise que la loi limitait jusqu'ici la hausse à 1,5 %, ce qui ne rapportera que 28 000 euros supplémentaires.

Désormais, comme Mme la Ministre l'a indiqué précédemment, la loi a évolué, et la ville pourra augmenter plus librement cette taxe. Il explique que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires cible souvent des logements vides. Il existe également une taxe sur les logements vacants, qui a pour but d'inciter les propriétaires à remettre ces biens sur le marché, ce qui est important dans un contexte où de nombreux habitants peinent à se loger.

Mme LEBRAVE revient sur la page 50 du document budgétaire, où elle constate une augmentation des dépenses de personnel, notamment liée au recrutement d'un instructeur du droit des sols et d'un assistant aux ressources humaines, en remplacement d'un agent dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été reconduit. Elle demande si cet agent est déjà en poste, et si le nouveau poste est équivalent en termes de missions et de coût, ce qui a une incidence financière.

M. LE MAIRE confirme qu'un poste a bien été créé pour le recrutement d'un assistant RH, mais que l'agent n'est pas encore en poste. Le recrutement est en cours : l'annonce a été publiée, des entretiens ont eu lieu, et d'autres sont prévus.

Il précise que, oui, le poste est équivalent, mais le salaire ne le sera pas forcément, car il dépend du niveau de formation et de l'expérience du candidat retenu.

Concernant l'instructeur du droit des sols, il coûtera plus cher que le précédent, car auparavant le poste était occupé par un agent en contrat aide qui ne disposait pas des compétences suffisantes. La ville a donc fait le choix de recruter un profil expérimenté, ce qui justifie la hausse de coût.

Il poursuit sur la thématique des ressources humaines.

Mme LEBRAVE souligne que les RH sont souvent évoquées en Conseil municipal, et propose que la ville prenne le temps de travailler un vrai projet RH structuré. Elle ajoute une remarque sur les investissements : elle constate que plusieurs projets sont qualifiés de "nouveaux", comme la sécurisation des ouvrages de l'Hôtel de Ville, la réfection du terrain du quartier Sigy, ou encore la création d'un terrain multisport. Or, selon elle, ces projets ont déjà fait l'objet de délibérations.

Elle se dit gênée car les plans de financement diffèrent par rapport aux délibérations précédentes.

Elle donne l'exemple de la réfection du terrain de handball, ou encore des ouvrages, dont le montant est passé de 60 000 € (juin 2023) à 180 000 €, sans nouvelle délibération. Elle cite également le terrain multisport qui passe de 113 000 € à 146 195 €. Elle comprend que les coûts évoluent, mais s'interroge : faut-il repasser en délibération avec les nouveaux montants ? Le DOB (Débat d'Orientation Budgétaire) suffit-il à acter ces changements ? Est-ce que cela annule les délibérations précédentes ?

M. LE MAIRE répond d'abord sur les ressources humaines. Il précise que la nouvelle responsable RH, est arrivée en septembre. Elle a été chargée de mettre en place une planification des créations de postes, pour permettre à la ville de procéder à des votes groupés des créations nécessaires, notamment dans le cadre des CDIs. En effet, certains agents deviennent éligibles à une CDI, ce qui oblige la ville à créer un poste. Il ajoute qu'il faudra parfois tout de même créer un poste au cas par cas, par exemple lorsqu'un agent réussit un concours ou change de grade via une promotion fonctionnelle.

Mme LEBRAVE répond que c'était une simple parenthèse, qu'elle comprend. Elle demande si lorsqu'on parle de création de poste, cela fait partie du travail de planification demandé à la nouvelle responsable RH, comme ce fut le cas pour le poste de DGS évoqué dans un point précédent.

M. LE MAIRE précise que lorsqu'un agent change de grade par exemple, en passant de la catégorie B à la catégorie A, il est nécessaire de créer un nouveau poste correspondant à ce nouveau statut. De même, lorsqu'un agent en CDI passe en CDI, un poste pérenne doit être créé. Concernant les investissements, il rappelle que nous sommes dans le cadre du Débat

d'Orientation Budgétaire (DOB), qui a pour but de poser les grandes lignes pour 2025. Il précise que les orientations doivent intégrer les hausses tarifaires liées à l'inflation et aux réévaluations de coûts sur des projets déjà lancés.

Lorsque les plans de financement devront être adaptés, la ville reviendra en Conseil municipal pour une nouvelle délibération, notamment lorsque de nouveaux partenaires financiers s'engagent où se retirent. Il rappelle que toute demande de subvention doit être précédée d'une délibération, un organisme financeur n'accordera pas d'aide si la ville n'a pas formellement validé le projet. Cela peut donner l'impression de répétition, mais ces ajustements sont indispensables. Par exemple, si un financeur propose un taux de 90 % au lieu de 80 %, il est obligatoire de repasser en Conseil pour acter cette modification. À l'inverse, certains financeurs peuvent se désengager, comme la CAF récemment.

Mme LEBRAVE fait remarquer qu'elle n'a pas vu, dans la partie investissements, de mention de la participation de 1 % de la ville au projet de la boutique solidaire.

Mme MAGDELONNETTE lui répond que la ville attend d'abord les notifications de financements. Elle explique que, tant que ces financements ne sont pas officiellement acquis, le projet doit être inscrit pour son montant total, sans contrepartie, ce qui signifie que la ville en supporte 100 % du coût tant qu'aucun cofinanceur n'est confirmé.

Mme LEBRAVE demande si ces financements sont assurés.

M. LE MAIRE répond par la négative. Il explique que la ville a voté pour redemander les subventions, mais que tant qu'il n'y a pas de notification officielle, il n'y a aucune garantie. Même si un organisme donne un accord de principe par mail, sans notification officielle, il peut se rétracter sans conséquence juridique. Tant que la notification n'est pas reçue, la ville ne s'engage pas.

M. CLEON revient sur la baisse de l'octroi de mer, évoquée en janvier, et demande si cette diminution est liée aux mesures récentes contre la vie chère.

Mme MAGDELONNETTE indique qu'elle le pense effectivement.

M. LE MAIRE ajoute que cette baisse est aussi liée à la péréquation mise en place, que la ville du Vauclin avait refusée, car elle appauvrit les communes sans véritablement soulager le quotidien des Martiniquais. Dans le DOB, il est aussi question des dépenses de personnel.

Mme MAGDELONNETTE a précisé que les trois départs à la retraite de cette année n'ont pas d'impact significatif sur la masse salariale, car ils interviendront en fin d'année. L'impact réel se verra plutôt l'année suivante. L'année dernière, la ville avait enregistré onze départs, dont dix retraites et une rupture conventionnelle. Cette année, ils seront moins nombreux, mais à partir de 2026, un pic de départs est attendu. Ces départs ne seront remplacés que si les postes le justifient, afin de maîtriser la masse salariale, d'autant plus que la ville a lancé un plan ambitieux de titularisation.

Ce plan vise à sortir de la précarité de nombreux agents présents depuis parfois plus de trente ans sans titularisation. C'est un choix politique assumé par la majorité, même s'il a un impact temporaire sur la masse salariale. Ces agents avaient besoin de stabilité, ne serait-ce que pour accéder à un crédit, avoir une sécurité d'emploi et une forme de dignité professionnelle.

M. LE MAIRE conclut que la municipalité assume pleinement ce choix, en cohérence avec les réalités sociales et économiques de la Martinique. Il espère que les futurs élus continueront à veiller à contenir la masse salariale, sans la contraindre davantage, mais en étant rigoureux, afin de lutter contre la précarité, notamment en CDIant les agents, tout en revenant à un équilibre budgétaire. Il insiste également sur la nécessité de rechercher de nouvelles recettes, notamment en élargissant la base fiscale, sans augmenter les impôts. Cela passe par une meilleure détection des résidences secondaires et des logements vacants, afin de faire contribuer ceux qui ne le font pas encore, plutôt que de solliciter davantage les citoyens déjà fiscalement fragiles.

Le débat est clos à 19 heures 42.